



Me Dodji Apévon, finalement à la tête de son propre parti politique « FDR »

C'est désormais officiel. L'ancien président national du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) vient de créer sa propre formation politique. Il s'agit du parti « Forces Démocratiques pour la République (FDR) » porté sur les fonts baptismaux ce samedi à l'issue d'une assemblée tenue à Lomé.

Pour Me Dodji Apévon, la naissance des Forces Démocratiques pour la République (FDR) est une réponse à la volonté de la majorité des Togolais de voir évoluer le processus démocratique et de parvenir à réaliser l'alternance politique dans le pays. *« C'est en vue d'atteindre ces objectifs que les togolaises et togolais, républicains par conviction, de toutes les religions, de toutes les catégories sociales, de l'intérieur comme de la diaspora, mobilisés pour donner une nouvelle chance pour notre pays de réaliser enfin le rêve de l'alternance, et de se mobiliser pour son développement économique, social et solidaire ont décidé de créer le parti politique dénommé Forces Démocratiques pour la République », a-t-il déclaré.*

Le parti se fixe quatre principales missions, celles de contribuer à la mise en place d'un véritable Etat de droit indépendant, démocratique, souverain et uni, d'œuvrer au développement intégral du Togo et de veiller au bien-être des populations, de faire du Togo, un pays de grande démocratie, et enfin susciter chez les togolais, la fierté d'appartenir à la nation togolaise.

« Il est à craindre que si rien n'est fait pour apaiser la

tension politique et sociale actuelle, l'aventure de la violence politique, du terrorisme et du fatalisme, qui n'épargne aucun pays, risque de séduire les aigris constitués en grande partie par les chômeurs et tous les jeunes qui sont de plus en plus frustrés par un présent sans perspective et un avenir très incertain », a estimé Dodji Apévon.

Au rang du bureau directoire des FDR, d'anciennes grandes figures du CAR parmi lesquelles Me Gahoun Hégbor, Dr James Amaglo ou encore Kohan Binafame. « Recréer l'espoir » : c'est le credo des FDR, la 110^{ème} formation politique au Togo. Avec pour couleur dominante le violet, elle a pour emblème un parapluie ouvert qui, selon les partisans, symbolise la protection divine.

Même s'il ne se veut pas rancunier, Me Apévon vient ainsi de signer définitivement son acte de divorce avec le CAR qu'il aura dirigé pendant huit bonnes années entre 2008 et 2016.

Bruno OBOE



Togo / La loi de finances 2017 adoptée par l'Assemblée nationale

Les élus du peuple ont adopté ce mardi à l'Assemblée nationale, le projet de loi de finances, gestion 2017 qui s'élève à 1.227,4 milliards de francs CFA, soit une progression de 21,61 % par rapport au budget initial de 2016.

Dans ce budget, 46,8 % des dépenses sont orientées vers les secteurs sociaux notamment l'éducation, la santé, le développement socioéconomique de base et l'agriculture, l'eau et l'électrification rurale.

« Le gouvernement est déterminé à créer un environnement propice pour l'accélération de la croissance économique et, par ricochet, la réduction sensible de la pauvreté des populations les plus vulnérables de notre pays grâce aux investissements sociaux prévus dans la présente loi de finances », a indiqué à l'issue du vote, le ministre de l'Economie et des Finances, Sani YAYA. *« Le gouvernement continuera à travailler dans le sens de la consolidation du cadre macro-économique et l'assainissement des finances publiques, tout en orientant sa politique d'investissement prioritairement vers les secteurs sociaux »,* a-t-il promis.

Pour le Président de l'Assemblée nationale, le vote de ce budget par une large majorité des membres du parlement renforce à la fois, la légitimité du vote et la pertinence des choix économiques et financiers opérés par le gouvernement dans ce projet de loi de finances de 2017. *« Il apparaît clairement que les prévisions budgétaires 2017 sont axées sur la poursuite de l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations et des travailleurs, le bon fonctionnement de l'Etat, la poursuite du développement harmonieux et équilibré du pays et la protection des catégories sociales les plus vulnérables »,* a ajouté Dama Dramani.

Il faut souligner que le groupe parlementaire ANC (opposition) a voté contre cette loi estimant que le gouvernement, à travers ce projet, fait fi des mesures qu'appelle la situation sociopolitique et économique du pays et que ce projet n'apporte selon lui, aucune réponse aux attentes des populations à la base.

L'Alliance Nationale pour le Changement de Jean Pierre Fabre

souligne en outre que ce projet de loi de finances ne respecte aucune stratégie claire de développement et les règles de procédures prescrites par les lois togolaises et les directives communautaires. *« Il viole les engagement internes et externes du gouvernement en matière de bonne gouvernance, de saine gestion des finances publiques et d'allocations transparentes et optimales des ressources nationales »*, a indiqué Me Isabelle AMEGANVI, Présidente du groupe parlementaire ANC.

Au demeurant, le vote de ce projet de loi permet au gouvernement non seulement de poursuivre la mise en œuvre de sa politique de développement mais aussi sa politique d'assainissement des finances publiques par la maîtrise et la recherche de l'efficacité dans les dépenses.

Cris DADA



Sécurité du sommet des Chefs d'Etat : Le Gouvernement active la ceinture rouge !

Environ une trentaine de Chefs d'Etat et de Gouvernement est attendue ce vendredi 14 octobre à Lomé pour l'apothéose du sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique prévue le samedi 15 octobre. A

quelques heures de cet évènement historique, le Gouvernement prend ses responsabilités et densifie le dispositif sécuritaire mis en place au cours des manifestations au niveau du site de l'hôtel Radisson Blu 2 Février et ses environs.

Le Ministre de la sécurité et de la protection civile, Damehame YARK (photo) explique que les forces de défense et de sécurité ont mis en place deux ceintures pour délimiter deux zones de sécurité dont celle dénommée « rouge » comprise entre l'avenue du Golfe à l'Est, l'avenue Sarakawa au Sud, l'avenue des Nîmes à l'Ouest et l'avenue Nicolas Grunitzki au Nord.

L'accès à cette zone ultra sécurisée sera donc strictement réglementé dès ce vendredi à 05 H 00. Les parkings du Radisson Blu 2 Février et du Palais des Congrès de Lomé sont délocalisés en face du ministère des affaires étrangères coté Est, et à la plage en face de l'ancien palais de la présidence de la république, au sud. « *Des navettes de véhicules sécurisés sont prévues à l'intérieur de ladite zone pour le transport des invités à partir des trois points d'entrée et des parkings vers la salle de conférence* », précise le communiqué.

Dans l'ensemble, quelques 3000 agents des forces de défense et de sécurité sont mobilisés par le Gouvernement dans le cadre de ce sommet de Lomé.

David SOKLOU



Sommet de Lomé : Place aux véhicules prioritaires !

Lomé se prépare activement pour accueillir du 10 au 15 octobre, le sommet extraordinaire des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique. Pendant six jours, la capitale togolaise va vibrer au rythme d'arrivée, de passage ou de départ des différentes délégations de tous les pays africains attendus à ce sommet.

Bien naturellement, les véhicules de ces délégations seront sous haute escorte de motards accompagnés de sirène. La population est donc appelée à faire davantage preuve de civisme et de citoyenneté en facilitant le passage à ces différents cortèges officiels qui, selon le Ministre Yark Damehame en charge de la sécurité et de la protection civile, se signaleront par des sirènes.

Autres mesures relatives à ce sommet, des contrôles systématiques d'accès au site de la conférence de même que des déviations par endroits. De plus, selon Yark Damehame, l'accès d'engins roulants dans la zone du sommet sera limité au personnel des services riverains.

Bruno OBOE



Le Groupe TOGO TELECOM lance le Wi-Fi public à Kpalimé

Le Groupe Togo Télécom a procédé ce mercredi à Kpalimé, au lancement du wifi public, une nouvelle solution qui permettra aux abonnés de disposer de l'internet haut débit où qu'ils soient dans la zone de couverture du réseau.

Ce lancement fait suite à l'expérience réussie à l'occasion du sommet de Lomé sur la sécurité et la sûreté maritimes où Togo Télécom et Togocel ont mis ensemble leurs efforts pour accroître la qualité du réseau internet à travers le déploiement du wifi public dans certaines zones de la capitale.

C'est la ministre Cina Lawson en charge des postes et de l'économie numérique qui a donné le ton à l'accès à ce wifi public dans cette localité en présence du directeur général de Togo télécom, Romain Tagba et celui de Togocel, Atcha-Dédji Affoh. Cette initiative du Groupe Togo télécom répond à la volonté du gouvernement togolais de déployer de l'internet haut débit sur l'ensemble du territoire national.

Selon les explications de Cina Lawson, le souci est de faire en sorte qu'aucun citoyen ne soit à plus de 5 kilomètres d'un point d'accès internet haut débit. Grâce à ce projet, dit-elle, « chaque habitant de Kpalimé a désormais la garantie de pouvoir accéder à une connexion internet sans fil, sécurisée et de haut débit, à n'importe quelle heure du jour ou de la

nuit et ce, quel que soit le terminal dont il dispose (ordinateur, téléphone, tablette) ».

Facile d'accès, le wifi public est un service instantané et accessible depuis les terminaux compatibles notamment les tablettes, les smartphones, les laptops ou encore les desktops. Sémé Amédon, le responsable marketing de Togotélécom, chargé du volet wifi public, a indiqué que pour se connecter au Wi-Fi public, l'abonné active d'abord le wifi sur son terminal, puis sélectionne ensuite le réseau « Wi-Fi Public » et lance le navigateur Web pour accéder au portail qui présente un identifiant et un compte d'accès. Il faut ensuite s'enregistrer en saisissant son numéro de téléphone. L'utilisateur reçoit alors un message avec l'identifiant et le mot de passe pour se connecter au réseau wifi qui, pour les habitants de Kpalimé, sera gratuit sur la période d'un mois.

Par ailleurs, l'enregistrement, l'obtention du compte d'accès et la recharge d'un compte peuvent également se faire auprès d'un point de vente « Wi-Fi Public ». Ce dispositif sera étendu dans les prochains jours aux autres localités de l'intérieur du pays notamment Tsévié, Atakpamé, Aného, Sokodé, Kara, Dapaong et plus tard dans l'ensemble des chefs-lieux des préfectures.

Bruno OBOE



Programme officiel de la 13ème foire internationale de Lomé

The image shows a detailed program poster for the 13th Lomé International Fair and the 1st edition of SICOBE. The poster is titled 'PROGRAMME De la 13^{ème} FOIRE & 1^{ère} édition SICOBE'. It features a calendar grid from November 18 to December 5, 2000. The grid is color-coded by day of the week and lists various activities and events for each day. At the bottom of the poster, there is contact information for CETEF-LOMÉ and the SICOBE organizing committee.

Date	Activités
18 NOV	18h00 : Ouverture de la Foire
19 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
20 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
21 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
22 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
23 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
24 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
25 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
26 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
27 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
28 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
29 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
30 NOV	10h00 : Ouverture de la Foire
01 DÉC	10h00 : Ouverture de la Foire
02 DÉC	10h00 : Ouverture de la Foire
03 DÉC	10h00 : Ouverture de la Foire
04 DÉC	10h00 : Ouverture de la Foire
05 DÉC	10h00 : Ouverture de la Foire

Programme de la foire Togo 2000

Du 18 novembre au 05 décembre prochain se tient sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF Lomé) Togo 2000, la 13^{ème} édition de la foire internationale de Lomé. A quelques jours de l'ouverture de cette importante fête foraine, la Direction du CETEF vient de rendre public, le programme officiel de cette manifestation qui, pour le compte de cette année, sera couplée de la première édition du Salon International de Cosmétique et de Beauté (SICOBE).

Selon le programme, la cérémonie officielle d'ouverture est prévue dans la matinée du lundi 21 novembre. Mais avant le démarrage des expositions le 18 novembre, une grande caravane est prévue le jeudi 17, pour annoncer l'évènement. Des expositions-ventes, des spectacles, des rencontres « B to B », des conférences, des jeux concours et autres soirées gala seront les activités phares de cette foire.

La foire internationale de Lomé est organisée par le Ministère du Commerce, de l'Industrie, de la Promotion du Secteur Privé et du Tourisme par le biais de la Direction du CETEF. Elle représente une opportunité pour les opérateurs économiques, les commerçants, les industriels, les prestataires de services, les artisans et les agriculteurs, de promouvoir leurs produits et services et de tisser des relations d'affaires.

« *Promotion de l'agro-industrie, gage de développement économique* », c'est le thème retenu pour cette édition de la foire avec l'Egypte comme pays invité d'honneur.

David SOKLOU



Nathaniel Olympio élu Président par intérim du Parti des Togolais

Nathaniel Olympio, récemment Directeur de cabinet, a été élu nouveau Président par intérim du Parti des Togolais par le Conseil national dudit parti tenu ce samedi à leur siège à Ablogamé (Lomé) avec 75,75%. La cérémonie s'est déroulée en présence des membres du cabinet, des délégués venus des cinq (5) régions et préfectures du Togo.

Alberto Geraldo Olympio s'est retiré provisoirement à la tête du parti pour faire face à la justice togolaise. Dans cette affaire, il a été condamné à 5 ans de prison ferme, au remboursement de 9 millions d'euros pour préjudices subis et 1.350.000 d'euros de dommages et intérêts.

« Le Conseil national accepte avec regret le retrait d'Alberto Olympio de la présidence du Parti des Togolais. Il comprend ses motivations et lui réaffirme son soutien dans la bataille qu'il entreprend pour faire valoir ses droits et lutter pour une justice irréprochable au Togo », indique le communiqué qui a sanctionné la rencontre.

Cette décision répond parfaitement aux statuts et à la charte éthique du parti que les responsables se sont assignés lors de leur congrès de 2014.

Mais l'action du Président par intérim est sous le contrôle d'un directoire composé de cinq (5) personnes notamment Paula Logossou-Têko, délégué national en charge de l'action sociale et de la promotion de la femme, Délali Attiopou, délégué national chargé de la communication, Gnimdewa Atakpama, délégué national chargé des affaires intérieures, Alex Lawson, délégué national en charge de la jeunesse, et Florient Sodji, délégué national chargé de l'Amérique du Sud.

Toutefois, le nouveau Président par intérim n'est en aucun cas le candidat du parti. Le prochain candidat à l'élection présidentielle sera désigné par le Conseil national lors du prochain congrès qui aura lieu en 2017.

« Je m'engage à assurer les responsabilités que vous venez de me donner sur la période de l'intérim. Encore plus maintenant nous devons serrer nos rangs et avancer vers les populations, les sensibiliser, continuer notre formation à l'intention des jeunes, ramener la jeunesse dans les débats politiques, redonner aux femmes la place qui est la leur. La plus importante est de mettre cette fois-ci un accent particulier

au volet social », a laissé entendre le nouveau Président par intérim M. Nathaniel.

Pour lui la question du fichier électoral va revenir sur le tapis de manière forte pour permettre aux prochaines élections de se tenir en toute transparence.

Même avis partagé par l'ingénieur informaticien Alberto Olympio joint en direct par Skype depuis l'extérieur. Celui-ci avec toute la confiance qu'il fait à son frère reconnaît en lui cette capacité de diriger valablement le parti depuis le début.

« On ne peut plus accepter au Togo qu'il ait une seule consultation que ce soit locale ou présidentielle ou référendum tant que ce fichier n'est pas propre. Sur le chantier des réformes, il y a du travail à faire parce que l'Accord politique globale a fait plus de dix ans et rien n'est fait. Il est temps que nous pesons de toutes nos forces pour amener le gouvernement à respecter son engagement », réitère Alberto Olympio.

Au total quatre (4) candidats ont pris part à cette élection. Il s'agit de Nathaniel Olympio (75,75%), Délali Attiopou (12%), Koutremon Grégoire (12%) et Florient Sodji (6,6%).

Joseph Ahodo



L'Union Africaine des ONG de Développement (UAOD) s'installe au Togo

Une nouvelle plateforme au service du développement durable en Afrique : Il s'agit de l'Union Africaine des ONG de Développement (UAOD) portée sur les fonts baptismaux les 18 et 19 août derniers au cours d'une assemblée générale constitutive tenue à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. La branche togolaise de cette Union est portée à la connaissance du public à travers une conférence de presse organisée ce 31 août 2016 à la maison de la presse à Lomé.

Cette faîtière internationale des organisations de développement en Afrique entend créer une synergie d'actions entre les différents acteurs de développement pour une Afrique d'idées et de projets au service d'un développement durable sur le continent.

Le coordonnateur de l'UAOD au Togo, Essozimna TAKOUDA-KPATCHA a fait savoir que l'Union a pour but de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour atteindre le développement durable.

« La création de l'UAOD s'explique par le fait que les ONG d'Afrique n'arrivent pas à parler d'une seule voix. Au niveau des Etats, il y a des faîtières de ce type mais à l'échelle internationale sur le continent, il n'y en a pas. Par contre en Europe par exemple, il y a l'Union européenne des ONG. L'Afrique a pris du retard et aujourd'hui, nous sommes fiers d'avoir pu mettre en place, une structure pareille qui pourra parler au nom de l'Afrique », a-t-il expliqué.

La cérémonie d'investiture du bureau de la coordination du Togo aura lieu dans les semaines à venir avec le dévoilement du plan d'action. L'Union reste ouverte à toutes les ONG,

associations, coopératives et autres organismes de développement.

Il faut préciser que seulement neuf (09) ONG togolaises avaient pris part à l'assemblée de Yamoussoukro.

Le Conseil Exécutif de l'UAOD est présidé par l'ivoirien Satigui KONE.

David SOKLOU

En image : Les membres de la coordination pays de l'UAOD



Démarrage de la 13^{ème} foire internationale de Lomé

C'est parti pour les manifestations de la 13^{ème} foire internationale de Lomé prévue du 18 novembre au 05 décembre 2016. En attendant la cérémonie officielle d'ouverture qui sera effectuée lundi prochain, les activités quant à elles ont démarré avec les exposants qui commencent à s'installer pour faire valoir leurs produits et services.



Des stands bien aménagés, des opérations de nettoyage et d'entretien, les vas et viens des exposants et premiers visiteurs sont entre autres, les constats effectués au premier jour de cette foire.

Du côté de l'administration, le personnel est fortement mobilisé pour accompagner les exposants dans les dernières formalités de participation. Les cellules de conception des badges et de suivi de la construction des stands ont été très sollicitées ces dernières heures.

Pour annoncer le démarrage de cette fête foraine, une grande caravane a sillonné jeudi, certaines artères de la ville pour amener la population à y participer davantage. *« Il y a certainement des personnes qui ont eu vent de la foire et qui ne savent pas réellement si ça va avoir lieu. Cette caravane a permis à ce monde-là, de se rassurer que la foire est là et je pense que pour ceux qui n'ont pas l'information, c'est un moyen de leur dire que la foire est déjà arrivée »*, a indiqué Johnson Kuéku Banka, Directeur général du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF Lomé). Selon lui, il y a un certain nombre de choses qui donnent un aspect particulier à la foire de cette année à l'image de l'Egypte qui est le pays invité d'honneur. *« C'est la première fois que nous avons ce pays à la foire de Lomé et on aura à découvrir donc des produits que nous n'avons pas l'habitude de voir »*, a-t-il ajouté.

Pour rappel, cette 13^{ème} édition qui est axée sur le thème *« Promotion de l'agro-industrie, gage de développement*

économique » sera couplée de la première édition du Salon International des Cosmétiques et de la Beauté de Lomé (SICOBÉ).

Des expositions-ventes, des spectacles, des rencontres « B to B », des conférences, des jeux concours et entre autres soirées gala seront les activités phares de cette foire.

David SOKLOU



Lancement des travaux de construction d'un centre d'enfouissement de déchets à AKEPE

21,2 millions d'euros, c'est le montant total de la construction d'un Centre d'Enfouissement Technique (CET) de déchets, sis à Aképé à 15 Km au nord de Lomé. La pose de la première pierre de ce centre a été effectuée ce samedi par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé accompagné du Premier Ministre français Manuel Valls en visite de travail au Togo dans le cadre d'une tournée sous régionale.

Financée par l'Agence Française de Développement pour (14%), l'Union Européenne (33 %), la Banque Ouest Africaine de

Développement (43 %) et la Délégation spéciale de la ville de Lomé (10 %), la construction de ce centre vise l'amélioration durable de la gestion et du stockage des déchets solides urbains. Le souci est également d'améliorer durablement les conditions de vie des habitants surtout de Lomé à travers l'assainissement de l'environnement urbain.

In fine, il s'agit de faire en sorte que l'ensemble des déchets produits sur l'espace urbain de Lomé (qui concentre 25 % de la population togolaise), rentre dans un seul circuit comprenant la pré-collecte au niveau des ménages, la collecte aux centres de regroupement (dépotoirs intermédiaires), le transport et la mise en décharge finale, tout en favorisant les filières de valorisation. Un schéma qui permettra par ricochet, de mettre fin à la création des dépotoirs sauvages et de préserver un cadre de vie sain aux populations urbaines.

Le centre pourra accueillir au total 20 casiers qui constitueront des zones de stockage des déchets de la capitale togolaise pour les 20 prochaines années. Dans sa phase initiale, le projet prévoit de mettre en place les 5 premiers casiers correspondant à une période d'exploitation de 5 ans. Chaque casier sera divisé en plusieurs alvéoles qui accueilleront les déchets.

David SOKLOU